

DECLARATION RELATIVE A LA MARCHÉ DU 15 SEPTEMBRE 2012 EMPECHÉE PAR DES MILICIENS

Le samedi 15 septembre 2012, aux environs de 8 heures, plusieurs centaines de manifestants se rendaient au carrefour du boulevard de la Kara et de l'église baptiste au quartier Doumasséssé, point de départ de la marche hebdomadaire du FRAC, appuyée par le Collectif «SAUVONS LE TOGO». Selon plusieurs témoins, depuis 6 heures du matin, des miliciens à la solde du pouvoir en place ont été convoyés par une vingtaine de mini-bus et taxis. Ils avaient déjà pris position au carrefour, armés de cordelettes, de gourdins cloutés, de couteaux, de machettes, de haches, de pioches, sans être inquiétés par le détachement de la police et de la gendarmerie arrivé sur les lieux peu avant 7 heures.

A peine les manifestants s'étaient rassemblés, qu'un véhicule Mitsubishi de couleur grise immatriculé TG 1976 AM s'est arrêté devant l'église baptiste. Six miliciens en sont sortis et ont violemment molesté une jeune femme membre du service d'ordre du FRAC. Se portant à son secours, ses collègues du service de maintien d'ordre ont été rapidement encerclés par plus d'une centaine de miliciens se trouvant aux environs, armes blanches en mains. Les forces de l'ordre déployées sur les lieux se sont timidement interposées pour extirper certains responsables du FRAC qui étaient menacés de mort par les miliciens.

Les miliciens étaient encadrés par plusieurs personnes qui ont participé aux événements sanglants de 2005, notamment Houna GNASSINGBE, Charles PASSOU, Jean-Claude MONTCHO et Théo BANASSIM président de la Fédération des Associations des Jeunes (FAJ). Etaient également présents sur les lieux, Gilbert, Emile, Tchalim et Raymond, tous membres du FAJ.

Les miliciens ont continué leur basse besogne en passant violemment à tabac plusieurs manifestants tout le long de l'avenue de la libération prolongée. A plusieurs autres carrefours des quartiers Tokoin RAMCO, Tokoin GBADAGO, Amoutivé, le carrefour Cica Toyota et leurs environs, il y a eu de violentes échauffourées entre les manifestants et les miliciens. On dénombre près d'une cinquantaine de blessés dont une trentaine de cas graves auxquels le CST présente ses vives compassions.

Il faut signaler que la collusion des forces de l'ordre avec les miliciens était patente car, les miliciens n'étaient nullement inquiétés et n'hésitaient pas à se montrer très enthousiastes à leur passage. Ils ont même été encouragés par le Capitaine AKAKPO, responsable du Service de Renseignements et d'Investigation de la gendarmerie nationale que plusieurs témoins ont vu en train de leur distribuer des boissons alcoolisées au niveau des rails de Doumasséssé, non loin du centre commercial UNIPRIX. Plus tard, certains d'entre eux ont été aperçus sortant de la gendarmerie. En fin d'après-midi, plusieurs dizaines de miliciens se sont rendus au siège du RPT/UNIR au quartier Tokoin Forever où de l'argent leur a été distribué. Selon des informations dignes de foi, près de 150 millions de francs CFA auraient été déboursés par le pouvoir en place pour cette opération.

Le Collectif « SAUVONS LE TOGO » tient à relever que les événements de cette matinée ont été prémédités et surviennent au lendemain du prétendu accord intervenu à l'issue du simulacre de dialogue politique qui a récemment eu lieu. Il s'agit d'une nouvelle entrave à la liberté de manifester, un nouveau précédent grave après celui du 04 août 2012 à Kara où un meeting du CST a été empêché par des miliciens.

Par ailleurs, ces événements laissent présager, des violences à l'instar de celles de 2005 qui surviendraient, si le coup de force électoral en préparation pour les prochaines législatives advenait. Ils sont une fois de plus la preuve que, la non-application des recommandations de la CVJR en l'occurrence celles relatives à la poursuite des auteurs et commanditaires connus des violences et crimes de 2005 ainsi que l'impunité dont ils jouissent encouragent la réédition de ces actes barbares.

Face à cette situation, le Collectif « SAUVONS LE TOGO » exige du gouvernement de faire ouvrir une information judiciaire à l'encontre des sieurs Houna GNASSINGBE, Charles PASSOU, Jean-Claude MONTCHO et Théo BANASSIM en raison de leur implication directe dans les événements sanglants de ce jour. Le CST exige également que les mesures qui s'imposent soient prises à l'encontre du Capitaine AKAKPO dont la collusion avec les miliciens est une évidence.

Enfin, le CST appelle à nouveau toutes les forces vives de la nation à rester mobilisées pour le triomphe de la résistance citoyenne et invite les populations de Lomé et de ses environs à participer massivement à la grande **marche de protestation des femmes le 20 septembre 2012 au départ de la colombe de la paix à 8 heures tous habillés en rouge** ainsi qu'à la **marche suivie de sit-in à Deckon les 25, 26 et 27 septembre 2012.**

Peuple togolais, par ta foi, ton courage et tes sacrifices, la nation togolaise doit renaître !

Fait à Lomé, le 15 septembre 2012

**Pour le Collectif,
Le Coordinateur**

SIGNE

Me Ata Messan Zeus AJAVON